



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-cinquième session
23-29 avril 2009
Bangkok

SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION

(Point 1 de l'ordre du jour)

Projet de rapport

A. Participation et organisation des travaux*

1. La soixante-cinquième session de la Commission s'est tenue au Centre de conférence de Nations Unies à Bangkok du 23 au 29 avril 2009. Elle se composait de deux segments. Le segment hauts responsables s'est tenu du 23 au 25 mai 2009 et le segment ministériel du 27 au 29 mai 2009.

2. Les membres et membres associés suivants étaient représentés:

Afghanistan	Myanmar
Arménie	Nauru
Australie	Népal
Bangladesh	Nouvelle-Zélande
Bhoutan	Ouzbékistan
Brunéi Darussalam	Pakistan
Cambodge	Palaos
Chine	Papouasie-Nouvelle-Guinée
États-Unis d'Amérique	Philippines
Fédération de Russie	République de Corée
Fidji	République démocratique populaire de Corée
France	République démocratique populaire lao
Géorgie	Samoa
Îles Marshall	Singapour
Îles Salomon	Sri Lanka
Inde	Thaïlande
Indonésie	Timor-Leste
Iran (République islamique d')	Tonga
Japon	Turquie
Kazakhstan	Tuvalu
Kiribati	Vanuatu
Malaisie	Viet Nam
Maldives	Hong Kong (Chine)
Mongolie	Macao (Chine)

* Note: La liste des pays et organisations représentés à la session est provisoire; elle prendra sa forme définitive le 29 avril 2009.

3. Ont participé à la session, en vertu de l'article 3 du règlement intérieur de la Commission, les représentants des pays suivants: Bulgarie, Mexique, République tchèque, Roumanie et Suisse. Y ont également participé des représentants du Saint-Siège.

4. Étaient également représentées les entités suivantes du Secrétariat de l'ONU : Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Bureau des commissions régionales à New York, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Commission économique pour l'Afrique et Commission économique pour l'Europe.

5. Les organismes des Nations Unies énumérés ci-après étaient représentés: Centre du commerce international, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Campagne pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Fonds des Nations Unies pour la population.

6. Des représentants des institutions spécialisées suivantes ont participé aux travaux à titre consultatif: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Union internationale des télécommunications, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale.

7. Étaient en outre représentées à titre d'observateurs les organisations intergouvernementales suivantes: Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique, Banque asiatique de développement, Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique, Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, Organisation internationale pour les migrations et Secrétariat du Forum des îles du Pacifique.

8. Les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif général et spécial, étaient présentes: Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement, Communauté internationale Baha'ie, Disabled People's International Asia-Pacific Region, Conseil international de l'action sociale, Fédération internationale des producteurs agricoles, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Mouvement international ATD quart monde, Fédération internationale pour la planification familiale, Confédération syndicale internationale, LDC Watch, Ligue islamique mondiale, Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises, Conférence mondiale des religions pour la paix, Fédération mondiale des anciens combattants et Club Zonta de Bangkok.

9. Étaient également représentés le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

10. La liste des participants porte la cote E/ESCAP/65/INF.8/Rev.1.

11. Conformément à l'article 13 de son règlement intérieur, la Commission a élu S. E. M. Kasit Piromya (Thaïlande) Président.

12. Suivant la pratique établie, la Commission a décidé d'élire Vice-Présidents les chefs de délégation suivants:

- S.E. M. Nazir Ahmad Shahidi (Afghanistan)
- S.E. M. Mashiur Rahman (Bangladesh)
- S.E. M. Ly Thuch (Cambodge)
- S.E. M. Liu Jieyi (Chine)
- S.E. M. Joketani Waqanivalu Cokanasiga (Fidji)
- S.E. M. Lasha Zhvania (Géorgie)
- S.E. M. Kamal Nath (Inde)
- S.E. M. Anton Apriyantono (Indonésie)
- S.E. M. Mohammad Ghasem Hosseini (République islamique d'Iran)
- S.E. M. Nobuhide Minorikawa (Japon)
- S.E. M. Nurlan Danenov (Kazakhstan)
- M. Hamdun Hameed (Maldives)
- S.E. M. Htay Oo (Myanmar)
- M. Aloysius Amwano (Nauru)
- M. Guna Nidhi Sharma (Népal)
- M. Harry Rubasch Fritz (Palaos)
- S.E. M. Segfredo R. Serrano (Philippines)
- S.E. M. Bounkeut Sangsomsack (République démocratique populaire lao)
- S.E. M. Mohammad Ghasem Hosseini (République islamique d'Iran)
- S.E. M. Kim Jong-hoon (République de Corée)
- S.E. M. Alexey N. Borodavkin (Fédération DE Russie)
- S.E. M. Nickel Lee Hang (Samoa)
- M. Lotoala Metia (Tuvalu)
- S.E. M. Bakoa Mariki Kaltongga (Vanuatu)
- S.E. M. Doan Xuan Hung (Viet Nam).

13. Le segment hauts responsables a constitué trois comités pléniérs qui ont chacun élu un bureau :

- a) Comité plénier I :
Président
M. Yuji Kumamaru (Japon)
Vice-Présidents
M. Janak Raj Joshi (Népal)
Daw Aye Aye Mu (Myanmar)
- b) Comité plénier II :
Président
S.E. M. Majid Bizmark (République islamique d'Iran)
Vice-Présidents
S.E. Prof. J.B. Disanayaka (Sri Lanka)
M. John Walton Wasi (Îles Salomon)
- c) Comité plénier III
Président
M Mosharraf Hossain Bhuiyan (Bangladesh)
Vice-Présidents
M^{me} Noumea Simi (Samoa)
M. Gafoor Dharmaputra (Indonésie).

14. La Commission a aussi constitué un groupe de travail des projets de résolution, sous la présidence de S.E. M^{me} Latha Reddy (Inde), pour examiner les projets de résolution soumis durant la session. M. Syed Bakri bin Syed Abdul Rahman (Malaisie) a été élu vice-président du Groupe de travail.

B. Ordre du jour

15. La Commission a adopté l'ordre du jour suivant:

Segment hauts responsables

1. Ouverture de la session:
 - a) Allocutions d'ouverture;
 - b) Élection du bureau;
 - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission:
 - a) Politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et du développement inclusif;
 - b) Commerce et investissement;
 - c) Transports;
 - d) Environnement et développement;
 - e) Technologies de l'information et de la communication;
 - f) Réduction des risques de catastrophe;
 - g) Développement social;
 - h) Statistiques.
3. Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral :
 - a) Crise alimentaire, énergétique et financière et changements climatiques : faire face aux menaces pour le développement;
 - b) Coopération régionale pour une prospérité partagée et le progrès social ;
 - c) État de l'application des résolutions concernant les pays ayant les besoins particuliers;
 - d) Questions diverses.
4. Questions relatives à la gestion:
 - a) Projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011;
 - b) Modifications apportées au programme pour l'exercice biennal 2008-2009;
 - c) Renforcement du volet développement de l'Organisation des Nations Unies au niveau régional : projet de bureaux sous-régionaux de la CESAP;
 - d) Activités de coopération technique de la CESAP et annonces de contributions.
5. Activités des institutions régionales de la CESAP.

6. Activités du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission.
7. Date, lieu et thème de la soixante-sixième session de la Commission.

Segment ministériel

8. Thème de la soixante-cinquième session: « Vers une agriculture durable et la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique ».
9. Faire face aux menaces pour le développement: principaux enjeux pour un développement économique et social inclusif et durable dans la région Asie-Pacifique:
 - a) Faire face à la crise financière et aux autres menaces convergentes posées au développement : vers un système financier stable et propice au développement;
 - b) Réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP.
10. Questions diverses.
11. Adoption du rapport de la Commission.

C. Résumé des débats

Segment hauts responsables

16. Le segment hauts responsables de la soixante-cinquième session a été ouvert par la Secrétaire exécutive de la CESAP. La Secrétaire exécutive a prononcé une allocution de bienvenue.

Segment ministériel

17. Le Président de la soixante-quatrième session, M. Kim Jong-hoon (République de Corée), a déclaré ouvert le segment ministériel de la soixante-cinquième session de la Commission. Mme Noeleen Heyzer, Secrétaire exécutive de la CESAP, a donné lecture du message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prononcé une allocution de bienvenue. M. Abhisit Vejjajiva, Premier ministre du Royaume de Thaïlande, a prononcé l'allocution d'ouverture.

Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

18. Le Secrétaire général, dans son message, a remercié le gouvernement thaïlandais de l'appui de généreux qu'il apporte à la CESAP depuis des années. Il a félicité la CESAP de se concentrer sur la question centrale de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable qui prenait une urgence plus grande encore en cette époque de perturbations économiques. Il estimait que l'insécurité dans les domaines de l'alimentation et des combustibles relevait d'une triple menace qui englobait la crise économique et les changements climatiques et qui nécessitait une réaction groupée.

19. Le Secrétaire général a mis en évidence quelques-uns des principaux résultats du sommet du G-20, notamment l'engagement de consacrer plus qu'un billion de dollars pour remédier à la crise, la réaffirmation des Objectifs du Millénaire pour le développement et l'engagement de s'orienter vers une reprise verte. Il a appelé de ses vœux un programme d'incitation véritablement mondial qui serve les intérêts de

toutes les nations. Il a demandé que des mesures plus complètes soient prises pour lutter contre la crise alimentaire, notamment en améliorant la production agricole, en élargissant la protection sociale et en veillant à ce que les échanges commerciaux bénéficient aux pauvres.

Allocution de bienvenue de la Secrétaire exécutive de la CESAP

20. La Secrétaire exécutive a souhaité la bienvenue à tous les délégués à la soixante-cinquième session de la Commission. Elle a remercié particulièrement le Premier ministre du Royaume de Thaïlande d'avoir trouvé le temps d'inaugurer la session malgré les tâches urgentes de sa fonction. À l'occasion du soixantième anniversaire de l'installation de la Commission à Bangkok, la Secrétaire exécutive a exprimé sa profonde reconnaissance à la Thaïlande pour son engagement à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et pour avoir accueilli aimablement la Commission, qui est la branche régionale de l'ONU, durant les soixante années écoulées.

21. La Secrétaire exécutive a observé que la région avait devant elle des problèmes d'ampleur mondiale et, plus que jamais, avait besoin de mobiliser les forces de la région Asie-Pacifique pour impulser l'action et répondre à la situation. La CESAP avait été créée pour permettre aux peuples de la région Asie-Pacifique de se retrouver ensemble, d'agir ensemble et d'avancer ensemble dans la construction d'un avenir plus inclusif et durable en appliquant des solutions régionales aux problèmes du développement.

22. La Secrétaire exécutive a constaté que la région se trouvait devant une triple menace. Pour des millions d'habitants de l'Asie et du Pacifique, la crise économique était aussi une crise alimentaire car avec les emplois disparaissaient aussi les revenus. Tout portait à croire que les problèmes de sécurité en matière de combustibles et d'alimentation apparus l'année précédente se manifesteraient de nouveau dès que la crise économique s'atténuerait. Les changements climatiques risquaient de perturber les modèles météorologiques et d'aggraver la détérioration de l'activité agricole et de la sécurité dans le domaine de l'eau à travers toute la région.

23. La Secrétaire exécutive a rappelé que les périodes d'incertitude peuvent aussi ouvrir des possibilités à saisir. Les programmes d'incitation financière et les réformes de la région pouvaient être autant d'instruments pour remédier aux déséquilibres systémiques, pour rendre le développement plus inclusif au profit des populations de la région et pour prendre un plus grand soin de la planète. L'occasion s'offrait de remplacer les conceptions traditionnelles, sectorielles, par une vision plus intégrée, plus holistique et plus coordonnée. Les problèmes de sécurité alimentaire pouvaient trouver une solution dans la mise en place des bases nécessaires à l'existence de filets de sécurité sociale durables en Asie et dans le Pacifique, tandis que les pratiques de l'agriculture durable pouvaient aider à régler les problèmes urgents des changements climatiques. Il était temps de mettre en commun les avantages nationaux individuels au profit de la collectivité régionale et de réintroduire l'équilibre dans l'ordre économique et social.

24. La Secrétaire exécutive a constaté les grands progrès accomplis pour transformer le secrétariat en un centre régional pour l'analyse de haute qualité, la mise en commun des pratiques de développement et des options de politique générale et la création d'un consensus, de normes et de modèles dans tout un ensemble de domaines économiques, sociaux et environnementaux, en particulier par l'organisation de débats et de dialogues dans la région pour fournir à temps aux décideurs publics des avis sur les moyens de répondre à la crise économique. Elle a également mentionné les nets progrès accomplis dans les activités de la CESAP au sujet de la croissance verte à empreinte de carbone réduite et le développement d'un cadre énergétique durable pour la région. Elle a observé aussi que les travaux de la CESAP sur la Route d'Asie

et sur le Réseau du chemin de fer transasiatique avaient une importance majeure pour l'intégration et le développement économique de la région. La Secrétaire exécutive a cité aussi le recentrage des travaux de la Division du développement social sur les questions de politique sociale et de protection sociale dans le but d'établir un nouveau modèle de développement social pour la région.

25. La Secrétaire exécutive a fait part de sa reconnaissance aux États membres pour le soutien et l'encouragement extraordinaires qu'ils lui avaient apportés en renforçant leur engagement financier et leur confiance et pour leur détermination à rendre la CESAP suffisamment forte pour qu'elle puisse aider à conduire le processus de développement en Asie et dans le Pacifique. Elle estimait que, par la coopération, la région Asie-Pacifique pouvait transformer la triple menace en chances à saisir et s'affirmer comme un leader de la nouvelle économie mondiale, façonnant un nouveau système multilatéral dans un monde multipolaire naissant.

Allocution d'ouverture du Premier Ministre thaïlandais

26. Le Premier Ministre thaïlandais a adressé ses meilleurs vœux de bienvenue à tous les délégués à la soixante-cinquième session de la Commission.

27. Le Premier Ministre a réaffirmé l'attachement sans faille de la Thaïlande au multilatéralisme et son soutien à l'Organisation des Nations Unies et à ses organes subsidiaires. Il a félicité la CESAP pour la précieuse part qui était la sienne dans la réponse apportée aux besoins réels du peuple de la région.

28. Le Premier Ministre s'est félicité du thème de la session, « Vers une agriculture durable et la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique », et a exprimé le plus grand intérêt pour les recommandations sur les politiques qui devraient émerger des discussions.

29. Au sujet de la crise financière, le Premier Ministre a rendu compte à la Commission de sa participation au sommet du G-20 à Londres, et noté que si les grandes puissances économiques étaient directement frappées par cette crise, beaucoup de pays émergents et de pays en développement en ressentaient les effets dans leur économie réelle. Toute crise offrait l'occasion d'apprendre et de progresser et de pouvoir ainsi parvenir à des solutions durables. La crise financière et énergétique faisait bien ressortir l'importance du partage et du transfert de technologie dans le domaine des sources d'énergie de substitution, et la nécessité d'instaurer des modes de consommation durables.

30. Le Premier Ministre a évoqué l'enseignement de Sa Majesté le Roi de Thaïlande sur la modération et la nécessité de vivre selon ses moyens. Pour réaliser un développement inclusif et durable, les différents secteurs concernés devaient se développer de façon équilibrée. Il a réaffirmé l'intention du Gouvernement thaïlandais de continuer à s'inspirer de la sagesse de Sa Majesté et de s'efforcer de créer des systèmes durables de protection sociale pour le peuple thaïlandais dans cette période sombre pour l'économie.

31. Le Premier Ministre a assuré la Secrétaire exécutive de l'attachement et du soutien sans faille de la Thaïlande à la CESAP et à ses États membres pour longtemps encore. Il a formé l'espoir que cette soixante-cinquième session de la Commission ait des résultats satisfaisants, et montre que notre région avait la force et l'unité nécessaires pour surmonter la crise et parvenir à un développement inclusif et durable pour tous.

